

Avis adopté

Séance plénière du 28 octobre 2025

Egalité des chances : mythe ou réalité ?

Rapport annuel sur l'état de la France 2025

Déclaration du groupe CFE-CGC

Le Rapport annuel sur l'état de la France 2025 dresse un diagnostic précis et documenté des grands déséquilibres en cours dans notre pays. Le groupe CFE-CGC salue la qualité de cette analyse et partage l'esprit qui l'anime : celui d'un appel à la lucidité collective et à la responsabilité face aux inégalités grandissantes et persistantes.

Face à la richesse des constats formulés, notre organisation a choisi de concentrer sa réaction sur six thématiques qui rejoignent pleinement ses priorités : l'égalité entre les femmes et les hommes, la réindustrialisation, la souveraineté économique, l'épargne, le patrimoine et la vitalité des services publics. Ces enjeux structurants reflètent la volonté de notre organisation de promouvoir un modèle fondé sur la justice sociale, la performance durable et la cohésion nationale et européenne.

L'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes demeure un défi central. Les écarts de salaires, de parcours et de représentation, encore trop marqués, appellent des mesures ambitieuses : transparence des rémunérations, accompagnement des carrières féminines, accès équilibré aux postes de responsabilité et revalorisation des métiers à prédominance féminine.

La désindustrialisation, elle, fragilise depuis trop longtemps l'emploi et les territoires. La CFE-CGC plaide pour une véritable politique de réindustrialisation appuyée sur la montée en compétences, l'innovation, la formation et la transition écologique. Cette ambition doit s'inscrire dans une stratégie de souveraineté industrielle et énergétique capable d'assurer la résilience du pays et la pérennité de ses filières stratégiques.

L'épargne et le patrimoine constituent des leviers essentiels de stabilité et de justice. L'épargne salariale, lorsqu'elle est orientée vers l'investissement productif, favorise à la fois la croissance et le partage de la valeur. Le patrimoine, quant à lui, doit être facteur d'émancipation individuelle, mais aussi de solidarité intergénérationnelle, dans un cadre fiscal lisible et équitable.

Enfin, les services publics représentent le socle de l'égalité républicaine et de la cohésion sociale. Ils assurent la continuité des droits et de l'accès aux biens essentiels. A ce titre, leur présence, leur qualité et leurs moyens doivent être consolidés pour répondre aux besoins croissants des citoyens et restaurer la confiance envers l'action publique.

Enfin, nous tenons à saluer la qualité et la pertinence des indicateurs présentés dans le document RAEF du CESE. Ces indicateurs constituent un outil précieux pour analyser et suivre l'évolution des politiques publiques, tout en offrant une vision claire et structurée des enjeux économiques, sociaux et environnementaux. Leur rigueur méthodologique et leur exhaustivité permettent d'éclairer les décisions et d'accompagner une réflexion stratégique fondée sur des données fiables et actualisées.

Le groupe CFE-CGC votera en faveur de cet avis.